

LA LIBERTÉ

AVIS

Le tirage du numéro du 2 janvier, contenant la nomenclature de tous les événements qui se sont succédés depuis le 15 juillet 1870, époque de la déclaration de guerre à la Prusse, jusqu'au 31 décembre 1871, est complètement épuisé. Sur la demande d'un grand nombre de nos lecteurs, une seconde édition de ce numéro sera mise en vente demain, dans les bureaux de l'administration de la Liberté, 146, rue Montmartre.

A partir du 1^{er} janvier, la Liberté publie, au bas de sa quatrième page, le programme de tous les spectacles de Paris, avec les noms des acteurs.

A la demande d'un grand nombre de nos abonnés, nous publierons désormais sans interruption le tableau quotidien des faillites pour le département de la Seine.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Lille, 2 janvier, soir.
Le Préfet annonce la condamnation d'un individu nommé Renaud, qui a été condamné à dix jours de prison pour avoir exposé des gravures obscènes. Vial et Renaud ont été condamnés, en outre, chacun à 50 fr. d'amende.

Marseille, 2 janvier, soir.

M. Gambetta est revenu à Marseille aujourd'hui, des rassemblements nombreux se font devant l'hôtel d'Orléans où il est descendu. La police oblige la foule à circuler. Des chasseurs d'Afrique occupent la rue pour assurer l'ordre et la circulation. M. Gambetta était souffrant, n'est pas sorti de l'hôtel. Il assistera à une cérémonie de clôture de la réunion au petit nombre, et se retirera en silence devant la foule. Une réunion comptant environ 80 personnes s'est tenue rue Haxo. M. Challemeil-Lacour y a prononcé un discours très applaudi.

Un arrêté du préfet déclare que la période électorale est close.

Le congrès des députés du Var tenait hier, au Luc, la candidature de M. Cote, préfet du 1^{er} septembre.

Angleterre

Saundersham, 2 janvier, midi.

Le bulletin officiel de la santé du prince de Galles porte que son Altesse a bien dormi et que sa convalescence fait des progrès.

Londres, 2 janvier, soir.

La reine est arrivée à Windsor. La légation britannique à Munich est supprimée.

Londres, 2 janvier, soir.

La Gazette publie l'avis suivant : « Les navires arrivant des ports libres de l'isthme de Panama doivent avoir leurs manifestes et factures certifiées par le consul de Colombie. »

Le gouvernement ottoman a informé le gouvernement anglais que le passage des détroits de Bosphore et du Dardanelles doit être fermé à partir du 13 décembre.

Londres, 3 janvier, soir.

La légation anglaise à Munich, à Berlin, M. Moner, chargé d'affaires à Stuttgart, sera nommé chargé d'affaires à Munich ; et M. Petre, secrétaire d'ambassade à Berlin, remplacera M. Moner dans son poste à Stuttgart.

nommé chargé d'affaires à Munich ; et M. Petre, secrétaire d'ambassade à Berlin, remplacera M. Moner dans son poste à Stuttgart.

Allemagne

Berlin, 2 janvier.
Le général de Roon a été relevé, sur sa demande, de ses fonctions de ministre de la marine.

Le général Stasch est nommé ministre de la marine.

D'après la Gazette de la Croix le ministre de la marine serait placé directement sous les ordres de la chancellerie fédérale.

Espagne

Madrid, 2 janvier, soir.

Un conseil des ministres a été tenu aujourd'hui sous la présidence du roi. On a discuté la question de la réouverture des Cortes ; aucune date n'a été fixée.

La question de la nomination du capitaine général de Cuba sera probablement résolue demain ou jeudi. On a vu que le roi a signé aujourd'hui la nomination de M. Cirilo Alvarez comme président du tribunal suprême.

Portugal

Lisbonne, 2 janvier, soir.

Le 1^{er} août s'ouvrait à Porto l'exposition péni- ninsulaire des colonies comprenant les produits du Portugal et des colonies, des colonies espagnoles, du Brésil, du Mexique, de Venezuela, de la Nouvelle-Grenade, de l'Equateur, du Pérou, de la Bolivie, du Paraguay, de la République argentine, du Chili et de l'Uruguay. Un comité de cinquante membres est constitué pour organiser cette exposition.

La Gazette officielle doit publier demain la nomination de nouveaux sénateurs, parmi lesquels on remarque M. Mendez Léal.

Le roi n'ouvrira la session du Parlement que dans quelque temps.

MM. Lorenzo et Margues présenteront M. Huerfano comme l'arbitre choisi pour juger la question anglo-portugaise relative aux possessions africaines.

Lisbonne, 2 janvier.

Le roi a ouvert en personne les Cortes. Le discours du trône est long et important. Il annonce plusieurs changements dans la constitution, conformes à l'esprit libéral du siècle. Il constate que l'insurrection dans les possessions portugaises de l'Inde est terminée. Il dit enfin que la situation des finances promet de s'améliorer dans l'avenir.

Italie

Rome, 2 janvier.

Ce matin, le pape a eu une entrevue particulière avec le comte d'Harcourt. Cette entrevue a duré une demi-heure.

La grève des cochers continue.

Etats-Unis

New-York, 2 janvier.

La dette publique a été diminuée dans le mois de décembre, de 4 1/2 millions de dollars.

Le trésor contient 111 1/2 millions de dollars en or et 15 3/4 millions en papier-monnaie.

New-York, 2 janvier.

Le gouverneur de l'Etat de New-York annonce dans son message annuel que la dette de cet Etat est de 20 1/2 millions de dollars ; il recommande la loi de loi imposant des peines additionnelles par la loi dans les élections, et d'autre lois facilitant la production des emplois, et étendant les attributions du gouverneur, en lui donnant une plus grande responsabilité.

(Agence Havas.)

PARIS, MERCREDI 3 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Le Journal officiel de ce matin publie le texte de la lettre adressée par M. le comte d'Armin à M. le président de la République, et dans laquelle il lui exprime ses regrets de n'avoir pu se joindre à ses collègues du corps diplomatique pour la visite officielle du 1^{er} janvier. Nous avons, de hier, dans notre compte-rendu des récep-

tions de Versailles, annoncé cette lettre à nos lecteurs, en leur indiquant les raisons de l'absence de M. d'Armin.

M. d'Armin ajoute à l'expression de ses regrets, l'assurance que le gouvernement prussien n'a d'autre désir que de voir M. Thiers remporter, dans l'exercice de ses laborieuses et patriotiques fonctions, tous les succès qu'il peut désirer. Ces souhaits, que l'honorable comte prête à son gouvernement, ne sont pas sans quelque sincérité. Dans le multiple personnage du roi de Prusse, il y a au moins le créancier de la France qui, en vue du paisible recouvrement de sa créance, doit désirer le maintien de l'état transactionnel dont M. Thiers est le représentant et le défenseur.

Un arrêté de M. le préfet de la Seine, approuvé par M. le ministre de l'intérieur, continue aux quatre journaux les Petites Affiches, la Gazette des Tribunaux, le Droit et les Affiches-Parisiennes, la concession du privilège des annonces judiciaires et légales.

Cette mesure n'a d'ailleurs qu'un caractère essentiellement provisoire. Nos lecteurs savent que l'Assemblée nationale est saisie d'un projet de loi sur cette matière ; nous leur avons même tout récemment fait connaître les conclusions de la commission chargée de l'examen de ce projet. La commission propose la création dans chaque préfecture d'un Bulletin officiel exclusivement destiné à l'insertion de toutes les annonces judiciaires et légales. On éviterait ainsi l'abus criant que l'ancien régime avait fait des concessions d'annonces qui lui servaient à payer le zèle des journaux dévoués à sa politique et à ses entreprises électorales.

Nous trouvons dans l'Égalité, de Marseille, le texte, reproduit de mémoire par un auditeur, d'un discours de M. Gambetta aux délégués des comités de la ville et des faubourgs de Toulon. Ce document ne diffère point sensiblement des divers manifestes électoraux ou autres, publiés, depuis Bordeaux, par M. Gambetta. Il recommande aux électeurs du Var de choisir pour représentants des hommes pratiques « qui sachent vouloir, qui sachent exiger, qui sachent obtenir ». L'heure des stériles protestations est passée. Il ne s'agit plus de prendre, comme une arme de guerre, les hommes qui ont été, sous l'Empire, l'objet de rigueurs particulières ou de persécutions imméritées, pour les lancer à la tête du pouvoir. Il faut que ceux qui seront choisis, outre qu'ils aient donné des gages certains de la fermeté de leurs convictions, appartiennent à la République « un nouveau contingent de lumières, de science et d'études préalables ».

M. Gambetta met ici le doigt sur la plaie du parti républicain : l'ignorance des affaires, le dégoût des études qui n'ont point immédiatement la politique pour objet.

Dans un autre passage du même discours, M. Gambetta se prononce de nouveau et très énergiquement pour la dissolution immédiate de l'Assemblée actuelle.

Pas un mot de l'une des plus importantes questions électorales du jour : le mandat impératif. Il serait pourtant bien intéressant de connaître les opinions actuelles de M. Gambetta sur ce point, et de les rapprocher de celles qu'il professait en 1869, notamment dans un manifeste de la gauche, paru le 27 novembre, et que nous répliquons plus loin sous les yeux de nos lecteurs.

Nous extrayons d'un journal de province et nous reproduisons plus loin le récit d'un grave et douloureux épisode de l'occupation prussienne dans la Marne. Le

jour de Noël, à Vitry-le-Français, le principal du collège, sur l'invitation de l'autorité, avait mis la chapelle du collège à la disposition de la garnison prussienne, qui devait y vaquer aux exercices de son culte. Il avait été expressément convenu que les soldats n'auraient accès dans aucune autre partie de la maison. Cependant malgré la défense qui leur en avait été faite, plusieurs d'entre eux se répandirent dans les dortoirs et furent surpris crochétant une serrure.

Dénoncés à leur chef par le principal du collège, ils nièrent effrontément leur mauvaise action et prétendirent que le principal avait insulté le roi de Prusse, en traitant ses soldats de complices du plus grand voleur du monde. Sans s'arrêter aux énergiques protestations du principal, les officiers s'emparèrent de sa personne et le firent conduire à leur quartier, où il est détenu depuis ce jour.

Nous ne doutons point que le gouvernement, instruit de ce fait, ne donne, sans retard, les ordres nécessaires pour qu'il soit procédé à une minutieuse enquête. Si, comme nous nous plaisons à le croire, le principal du collège de Vitry-le-Français est innocent, il faut qu'il soit immédiatement rendu à la liberté et que l'autorité prussienne soit mise en demeure de faire justice exemplaire des soldats voleurs et calomnieux.

LA CANDIDATURE DE M. VAUTRAIN

Il y a deux jours, nous terminions un article sur la candidature d'un député conservateur de Paris, par ces mots : « La parole est à M. Vautrain. » Cette candidature du président du conseil municipal, patronnée d'ailleurs par quelques-uns de nos confrères, qui sont en communauté d'idées politiques avec la Liberté, avait toutes nos sympathies.

Toutefois, scrupuleux observateur d'une discipline que nous imposait une Union composée, il est vrai, d'éléments divers, mais formée à l'origine en vue de la défense de l'ordre public, nous ne pouvions promettre formellement notre concours sans prendre comme garantie les engagements formels de M. Vautrain. Ces engagements ont été, dès le lendemain, rendus publics. Ils sont consacrés par une profession de foi dont les principes politiques sont les nôtres.

Il ne nous reste donc plus qu'à faire cadrer nos sympathies politiques avec les devoirs de confraternité et de bonne entente dont nous ne nous sommes jamais départis.

LEONCE DÉTROUAT.

L'Union parisienne de la presse

Quelques journaux annoncent que l'Union parisienne de la presse n'existe plus. C'est là une erreur profonde qu'il nous appartient de relever, au moins en ce qui nous concerne.

La Liberté ne cessera de faire partie de l'Union parisienne de la presse que le jour où cette réunion des organes les plus importants du journalisme parisien s'éloignera de son programme, qui est bien connu et qu'il importe toutefois de remettre sous les yeux du public.

Le but de l'Union parisienne est d'élever, par la discipline et par des concessions réciproques, la diffusion des voix données à l'ordre.

Volonté assurer la sécurité du présent sans

engager l'avenir, l'Union parisienne, fidèle à son programme, n'apportera dans ses choix aucun esprit d'exclusion, aucune préoccupation de parti ; elle demandera aux électeurs de s'inspirer de la même abnégation et des mêmes sentiments de concorde.

Les candidats auxquels l'Union parisienne prêterait son appui lui seraient désignés soit par le suffrage des comités électoraux, soit par la notoriété publique.

La liste de l'Union parisienne ne sera donc, en réalité, que l'expression des vœux manifestés par l'opinion.

Il importe qu'elle soit soutenue avec cet esprit d'entente et de discipline qui a si souvent manqué au parti de l'ordre, et qui a fait le succès de ses adversaires.

La Liberté a déclaré, en ce qui la concerne, qu'elle restait fidèle aux principes qui servent de base à l'Union parisienne de la presse, et qu'elle ne cessait d'en faire partie que le jour où les membres qui la composent tenteraient, ou par le choix d'un candidat hostile à l'ordre de choses actuel ou par une exclusion systématique, de s'éloigner du programme que nous n'avons cessé de considérer comme la règle absolue de notre conduite.

Jusqu'à ce jour, l'Union parisienne est restée fidèle à ce programme, et nous avons éloigné jusqu'à la pensée de nous séparer d'elle.

Toutefois, comme le temps passe, et que le public, qui nous honore de ses sympathies, pourrait s'étonner de notre silence prolongé à la veille des élections, la Liberté croit devoir sortir de la réserve qu'elle s'était imposée par égard pour ses collègues de l'Union parisienne.

La candidature de M. Vautrain s'est immédiatement imposée à nos méditations le lendemain du refus du maréchal Mac-Mahon, dont la candidature avait été adoptée à l'unanimité par tous les membres de l'Union parisienne.

Habituée à ne recevoir le mot d'ordre de qui ce soit, la Liberté était en quelque sorte en défiance contre la candidature de M. Vautrain, mise en avant par les journaux qui ont des attaches plus ou moins passives, plus ou moins étroites avec les journaux de Versailles et la préfecture de la Seine.

Avant que M. Vautrain eût déclaré poser sa candidature et rompre un silence vraiment inexplicable, quelques journaux, comme le Temps, le Bien public et l'Opinion nationale, avaient cru devoir arborer sa candidature et l'imposer à leurs lecteurs.

Ces procédés, n'étant pas ceux de la Liberté, le Bien public ayant jadis rangé M. Vautrain au nombre de ceux qu'il ne fallait pas nommer, nous avons réservé notre opinion jusqu'au jour où M. Vautrain daignerait s'expliquer nettement sur les graves questions qui préoccupent le public et sur lesquelles aucun candidat — quelle que soit sa notoriété — n'est autorisé à garder le silence.

M. Vautrain a parlé. Nous avons dit plus haut que sa profession de foi avait toutes nos sympathies.

Posée dans ses conditions sa candidature est de nature à réunir toutes les fractions du parti libéral conservateur et nous n'attendons pour nous y rallier définitivement qu'une note de l'Union parisienne qui lui donne son concours ou nous rende notre complète liberté.

Voici en peu de mots ce que nous avons à dire pour satisfaire la juste impatience de nos lecteurs.

On l'Union parisienne appuiera la candidature de M. Vautrain, ou elle présentera un autre candidat, que nous nous réservons d'examiner. Pour le cas où elle conseillerait l'abstention, que nous avons toujours combattue comme une abdication,

(1) Voir la Liberté des 24 et 25 décembre.

ville de Revin ; mais après les explications qui ont été échangées à ce sujet, il a été décidé que ces troupes rentreraient à janvier dans les casernes de Sedan. De plus, un individu qui avait été arrêté à été mis en liberté.

M. Oscar de Vallée, l'ancien conseiller d'Etat, que quelques journaux signalent comme se portant aux élections législatives dans les Ardennes, n'a point posé sa candidature en ce département.

M. l'abbé Beaurain a reçu l'ordre d'embarquer en qualité d'aumônier, sur le transport à vapeur le Rhin, destiné à porter un convoi de condamnés dans la nouvelle Calédonie.

Desormais, M. Thiers recevra tous les mercredis à l'hôtel de la présidence.

On assure que la démission de Mgr Dupanloup ne sera pas acceptée par l'Académie, qu'on se propose de convoquer prochainement pour délibérer à cet égard.

La démission de Mgr Dupanloup est sans précédent dans l'histoire de cette compagnie.

On trouve dans le Midi un essai de Fédération républicaine des écoles, dont le programme résume dans cette phrase : « L'insurrection est le plus saint des devoirs. » Dans une lettre adressée au Messager de Toulouse, un grand nombre d'étudiants protestent comme suit contre cette tentative de fédération :

« Nous refusons de nous associer aux projets de fédération émis dans le manifeste, et désirons que l'on sache bien que nous repoussons toute solidarité avec ses auteurs et ses adhérents. »

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 3 janvier, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, à la place de la Bourse, marquait 3 degrés, 1/10^e au-dessus de zéro ; à 11 heures, 4 degrés, 1/10^e au-dessus de zéro ; à 1 heure, 4 degrés, 1/10^e au-dessus de zéro ; à 5 heures, 758 millimètres.

Quelques journaux ont annoncé que des mesures de rigueur avaient été prises par les autorités militaires allemandes à la suite des faits regrettables survenus dans le département des Ardennes.

Il est exact que des ordres avaient été donnés pour que certains corps de troupes fussent logés chez les habitants de la petite

hinter.

La Banque de France est cotée 3,630 et 2,650 fr. Les titres du Canal de Suez sont à 190 fr. Le Foncier autrichien monte de 920 à 930 fr.

Les fonds anglais sont en baisse de 1/8 sur hier.

Matières d'or et d'argent.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Quatre sous espagnols... 25... 25 1/2.

Souverains anglais... 25... 25 1/2.

Banknotes... 25... 25 1/2.

Aigles d'Amérique (5 dollars)... 25... 25 1/2.

Or en barre 4 000/1000... 16... 4 16 prime.

Argent en barre 4 000/1000... 16... 4 16

s'agit. Des maîtres-adjoints, beaucoup plus nombreux que les instituteurs titulaires, il n'est pas question. Alors, pourquoi cet article, qui n'est au fond que la reproduction de l'article 25 de la loi de 1850, et la consécration de ce qui existe.

De deux choses l'une : ou M. Jules Simon veut exiger de tous les instituteurs, laquels ou congréganistes, titulaires ou adjoints, le brevet de capacité : alors qu'il le dise expressément ; ou il ne se sent pas assez fort pour jouer cette partie, dans laquelle il aura contre lui toute la droite monarchique et cléricalle : dans ce cas, mieux valait se taire que de chercher à se tirer d'embarras par une équivoque.

En vérité, M. Jules Simon est par trop habile. A ces finesses perpétuelles, il finira par perdre toute autorité sur la Chambre et dans le pays. Nous savons combien sa position est difficile : ministre de l'instruction publique, il eût été dans son rôle en supprimant un abus de l'aide duquel les membres des congrégations religieuses tendent, petit à petit, à s'emparer de tout l'enseignement primaire ; tout l'y conviait : son passé, ses principes bien connus, des engagements solennels ; ministres des cultes, il est obligé, par situation, par convenance, si l'on veut, à de certains ménagements qui doivent nécessairement compromettre ses meilleures intentions. Pris entre l'enclume universitaire et le marteau clérical, il ne sait à quel saint se vouer. N'ayant ni assez de résolution pour aborder la difficulté de front, ni assez de franchise pour reconnaître son impuissance, comprenant la nécessité de donner au moins une apparence de satisfaction à l'opinion libérale, craignant d'autre part d'irriter les susceptibilités du clergé, il a cru tout concilier par le moyen que nous venons d'indiquer. De pareilles habiletés n'en sont pas moins fort maladroites : à vouloir ménager tous les partis, on finit par se les mettre tous à dos ; on compromet son caractère et, ce qui est plus grave, on nuit au succès des plus louables entreprises.

ALBERT DURUY.

La Profession de foi de M. Vautrain

Electeurs,

Vous êtes appelés à nommer un député à l'Assemblée nationale le 7 janvier.

De votre choix peuvent dépendre le retour prochain de l'Assemblée à Paris, le rétablissement immédiat, par l'ordre moral, de la grandeur de la France et à l'intérieur et à l'étranger.

Vous représentant à l'Assemblée nationale doit y porter une pensée de conciliation et d'apaisement, non une parole de défi. La voix de Paris, dans son calme, est toujours assez puissante pour être entendue et écoutée.

On me demande aujourd'hui d'accepter cette candidature.

Je n'ai jamais reculé devant l'accomplissement d'un devoir : j'accepte.

Je ne suis pas un homme nouveau pour Paris.

Ma vie est une : mes actes ont toujours répondu à mes paroles.

Mes convictions n'ont jamais varié.

Adjoint à la mairie du 4^e arrondissement, j'ai, dans les fatales journées de juin 1848, défendu la République en défendant la cause de l'ordre et le respect des lois.

Maire, lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851, j'ai protesté contre cette violation de la loi, et j'ai quitté mes fonctions et suis resté dans la vie privée pendant les vingt années de l'empire.

A l'accepté la plus douloureuse du siège, j'ai accepté les fonctions de maire du 4^e arrondissement qui m'étaient dévolues par le suffrage de mes concitoyens.

Elu membre du conseil municipal de Paris par ceux au milieu desquels j'ai passé ma vie, j'ai été porté par la double élection de mes collègues à la présidence du conseil municipal et à celle du conseil général ; j'ai aidé à prouver que c'était en restant dans les limites de leurs attributions que ces conseils pouvaient rendre les services qu'on était en droit d'attendre d'eux.

Tous mes votes ont été inspirés par le sentiment de la liberté. J'ai voté l'instruction gratuite et obligatoire pour élever plus haut l'intelligence du peuple.

Sur la question laïque, j'ai voté pour la liberté de chaque commune de choisir son instituteur. La liberté dans l'éducation est le corollaire de la liberté de conscience.

Electeurs,

Sans mettre la République au-dessus du suffrage universel et plein de respect pour la volonté nationale, je pense, comme en 1851, que les institutions républicaines peuvent seules aujourd'hui tirer le pays de la difficile situation où il se trouve.

Je légitime énergiquement la Commune et ses horreurs, et je considère que la compétition des partis amènerait de nouveaux maux.

Soutenons le gouvernement du président de la République et encourageons par notre concours une politique fondée sur la modération et le désir de délivrer le plus promptement possible le sol de la patrie de la domination de l'étranger.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est fonder le parti de la France.

VAUTRAIN,

Président du conseil général de la Seine et du conseil municipal de Paris.

Paris, le 1^{er} janvier 1872.

LE MANDAT IMPÉRATIF

Nous dédions aux journaux partisans, comme la République française, du mandat impératif et de la candidature de M. Victor Hugo, le manifeste suivant de la gauche républicaine, en date du 17 novembre 1869, et qui porte les signatures suivantes :

MM. Bancel, Barthélemy Saint-Hilaire, Bethmont, Dussaux, Dorian, Esquiros, Jules Favre, Jules Ferry, Gagneur, Gambetta, Garnier-Pagès, Grévy, Guyot-Montpayroux, Léopold-Javal, Kératry, Laroche, Le Cesne, Lefèvre-Pontalis, Malézieux, Magnin, Marion, Ordinaire, Pelletan, Ernest Picard, Rampon-Lechin, Jules Simon, Tachard.

En indiquant ainsi leur programme, les principaux sujets de leurs préoccupations actuelles, les députés soussignés n'ont pas la prétention de tracer un programme complet

et d'épuiser la nomenclature des changements dont ils poursuivent la réalisation.

Ils ont voulu simplement signaler ce qui leur semble urgent, indispensable, hors de contestation pour tous les esprits éclairés.

Dans l'accomplissement de cette tâche, ils déclarent ne relever que de leur conscience.

On a essayé de réhabiliter la théorie du mandat impératif ; on a répété que le député, mandataire de ses électeurs, leur restait incessamment subordonné, et qu'il devait les consulter sur ses desseins et sur ses votes.

On a même ajouté qu'il était leur justiciable ; que, cité devant eux, il pouvait y être jugé et condamné.

Les députés soussignés repoussent cette prétention comme fautive et dangereuse, etne pouvant conduire, si jamais elle s'accréditait, qu'à la tyrannie des minorités. Ils sont décidés à la combattre résolument.

Sans doute, ils seront toujours heureux d'entretenir avec leurs électeurs les communications amicales et les rapports confiants. Ils considèrent comme engagés d'honneur à se défendre les principes qui les unissent, et à eux par le lien d'une étroite solidarité.

Si leur conscience les en éloignait, elle leur imposerait par cela même l'obligation de faire apprécier leur conduite en déposant leur mandat ; mais c'est elle seule qu'ils consulteront. Ils n'ont ni injonctions, ni ordres à recevoir.

Le mandat impératif fausserait radicalement le suffrage universel en livrant l'élu, c'est-à-dire la majorité des électeurs, à la merci d'une minorité usurpatrice.

Le principe électif reste seul debout au milieu des révolutions qui se succèdent ; il est désormais la seule garantie de l'ordre ; il est appelé à transformer, de la base au sommet, toutes les institutions du pays.

Pour le conserver intact, il faut le dégager tout à la fois des compromis monarchiques qui le corrompent, et des violences démagogiques qui le dégradent.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Il y a plusieurs jours déjà que nous avons annoncé les principales candidatures posées dans les quatorze départements qui vont procéder, dimanche prochain, à leurs élections complémentaires.

Le nombre de ces candidatures, républicaines ou monarchiques, s'est réduit depuis notre publication, par suite de l'action des divers comités, dont le choix, aujourd'hui fixé, a provoqué le désistement formel des candidats non recommandés par lesdits comités au choix des électeurs.

La lutte électorale du 7 janvier se présente donc, quant à présent, dans les conditions suivantes :

Nord. — MM. Jules Deregneucourt, manufacturier, maire de Roubaix, membre du conseil général, et Soins, manufacturier, conseiller municipal de Lille, vice-président du conseil d'arrondissement, candidat par la réunion de tous les comités républicains du département.

Bien que le choix des deux candidats du parti libéral conservateur ou monarchiste ne soit pas encore définitivement arrêté, il paraît devoir se fixer sur MM. Maillet, d'Avesnes et Fievet, du Masnay, membres du conseil général du Nord.

Pas-de-Calais. — M. Lenglet, ex-préfet du gouvernement de la défense nationale, candidat républicain, dont les chances paraissent très sérieuses, surtout en présence de l'indécision qui règne encore dans le camp opposé.

La candidature de M. Levert, ex-préfet de l'empire, est toujours en question, mais seulement à titre provisoire, et en attendant le résultat de la tentative de fusion cléricalle et bonapartiste qui se poursuit depuis quelques jours dans certaines feuilles de la contrée, et qui attend elle-même pour dire son dernier mot l'issue des démarches faites d'autre part, dit-on, auprès de M. le général de Ladmirault, gouverneur de Paris, pour le prier d'accepter la candidature.

Somme. — M. Jules Barni, ancien professeur de philosophie, démissionnaire pour refus de serment après le coup d'Etat du 2 décembre, candidat républicain.

M. Sénéca, ancien conseiller à la cour de cassation, député officiel sous l'empire, candidat bonapartiste.

Aucune autre candidature, particulièrement orléaniste ou légitimiste, ne paraît devoir se produire entre celles de MM. Barni et Sénéca.

Basses-Pyrénées. — M. le marquis de Noailles, qui, dans sa circulaire, a très catégoriquement affirmé ses sympathies pour l'idée républicaine, et exprimé son intention de contribuer à donner un caractère définitif aux institutions actuelles.

M. Chesnelong, ancien député officiel sous l'Empire, candidat clérical et bonapartiste.

Haute-Vienne. — Le parti monarchiste paraît seul jusqu'ici avoir arrêté son choix. Son candidat est M. Gédéon Charvreyron, proche parent du député de ce nom, qui est à remplacer aujourd'hui.

Les républicains en sont encore à discuter les candidatures de MM. Ninart, avocat à Limoges, membre du conseil général, et Alfred Talandier, ancien proscrit de décembre et ancien préfet du 4 septembre.

Isère. — M. Brillier, candidat républicain. En attendant un choix qui semble d'autant plus difficile qu'aucun nom n'a encore été sérieusement mis en avant, les comités monarchistes se contentent d'attaquer la candidature de M. Brillier. En dernier lieu, le comité « conservateur » de Grenoble a lancé un manifeste qui est une véritable abdication. Ce manifeste engage les électeurs, non pas à voter pour tel ou tel candidat, mais à ne pas voter du tout, afin, dit-il, « de pouvoir compter le nombre des adversaires des idées radicales et subversives par le nombre des abstentions ».

Les électeurs de l'Isère, qui ne sont point disposés à voter pour M. Brillier, penseront sans doute que la moindre candidature « conservatrice » ferait bien mieux leur affaire qu'une expérience aussi platonique et, en tous cas, aussi peu concluante.

Var. — La candidature républicaine de M. de Freycinet est, quant à présent, la seule qui soit signalée dans ce département, où il ne paraît pas, d'ailleurs, qu'aucun concurrent puisse être sérieusement opposé à l'ancien secrétaire général à la guerre sous le ministère de M. Gambetta.

Nous compléterons demain cette liste, au moyen de renseignements qui nous parviendront des six autres départements, où la liste des candidats des diverses nuances n'était pas définitivement arrêtée à la date d'hier.

Le numéro de l'Emancipation de Toulouse, du 2 janvier, a paru avec deux pages seulement.

Ce journal annonce qu'il a paru ainsi afin de ne pas laisser les lecteurs pendant deux jours sans nouvelles, le numéro qui devait paraître le 1^{er} janvier ayant été « préventivement saisi par une escouade d'agents de police » qui se sont présentés à l'imprimerie de l'Emancipation avant la sortie des exemplaires du 1^{er} janvier, et en vertu d'un arrêté de M. Ch. Ferry, préfet de la Haute-Garonne.

Nous ne savons rien de plus que le fait de la persécution et de la saisie.

Nous ne tarderons sans doute pas à connaître les motifs qui l'ont provoquée.

Les Otages prussiens

Le correspondant de l'Indépendance donne les détails suivants sur un fait qui s'est récemment passé à Vitry-le-François :

Le Journal officiel annonçait hier que personne n'avait été arrêté par les autorités allemandes dans les départements occupés. Le fait ne s'est malheureusement pas trouvé vrai bien longtemps ; le principal du collège de Vitry-le-François a été transféré et incarcéré à Reims ; voici à quel propos :

A la demande des officiers allemands en garnison à Vitry, le principal avait mis à leur disposition la chapelle du collège pour la célébration de la fête de Noël. Toutefois, il avait été convenu qu'il serait interdit aux soldats étrangers de pénétrer dans les dortoirs des élèves et dans les vestiaires ; en outre, le sanctuaire devait être voilé. Dans la journée, le principal entendit un grand bruit et vit des Prussiens crocheter les serrures des dortoirs ; il s'y opposa avec énergie, les admonesta violemment en leur disant qu'ils se conduisaient comme pourraient se conduire des voleurs.

Les Prussiens se retirèrent non sans avoir renversé le crucifix qui était caché dans le sanctuaire voilé, et allèrent se plaindre aux officiers supérieurs, en leur déclarant que le principal avait proféré des injures contre le roi de Prusse.

Le principal, interrogé, raconta l'incident et protesta de toutes ses forces de son innocence ; mais les officiers, sur le rapport de leurs soldats, déclarèrent qu'il était accusé d'avoir offensé l'empereur d'Allemagne en disant à ses soldats qu'ils étaient au service du plus grand voleur de l'Europe. Une lettre que je reçois de Reims, et qui me rapporte ces faits, m'affirme que le principal n'a pas proféré la moindre injure contre l'empereur Guillaume ; il n'y a évidemment là qu'un malentendu très regrettable.

Nos renseignements particuliers nous font un récit différent des circonstances dans lesquelles se serait produite la résistance que le principal du collège aurait payée de sa liberté.

Non contents d'obtenir que la chapelle du collège fût mise à leur disposition, les Allemands, nous écrit-on, avaient prétendu exiger qu'on permit à leurs dames l'accès des tribunes. Considérant qu'il fallait, pour arriver à ces tribunes, traverser toutes les dépendances du collège, le principal avait opposé un refus formel à cette nouvelle exigence. C'est alors que l'établissement fut envahi par 60 soldats en armes qui enlevèrent brutalement le principal au milieu de ses élèves, et malgré les supplications de ces derniers.

M. VAUTRAIN

M. Vautrain, l'un des candidats de Paris aux élections prochaines, est avocat à la cour de Paris. Il est né à Nancy en 1818. Il fut nommé le 12 avril 1848 adjoint au maire du 9^e arrondissement ; le 22 novembre suivant, le général Cavaignac lui offrit la mairie de l'arrondissement. Il donna sa démission le 2 décembre 1851. A cette époque il reprit ses occupations d'avocat et cessa de se mêler à la vie politique. Le 4 septembre 1870 le surprit tout dévoué encore à la cause républicaine, mais refusant obstinément d'accepter les fonctions qui lui étaient offertes. Le 5 novembre il fut élu maire du 4^e arrondissement (ancien 9^e). Quand la Commune insurrectionnelle de Paris se fut emparée violemment du pouvoir, il protesta avec énergie contre les agissements du comité central et fut arrêté pour ce fait ; mais les gardes nationaux de son quartier exigèrent qu'on le mit immédiatement en liberté. Ce ne fut que sur les très vives instances de M. Thiers qu'il consentit à reprendre ses fonctions de maire au moment de la rentrée des troupes de Versailles à Paris. Les électeurs du 4^e arrondissement l'envoyèrent à ce moment au conseil municipal à la majorité de 1,525 voix sur 1,526 et le conseil municipal de Paris le choisit pour son président à celle de 69 voix sur 60.

LES ACTES OFFICIELS

On lit dans le Journal officiel :

Lundi ont eu lieu les réceptions officielles à Versailles dans l'ordre annoncé.

LA LETTRE DU COMTE D'ARNIM

Pendant la réception du corps diplomatique, le président de la République a reçu de M. le comte d'Arnim la lettre suivante, que nous publions pour faire tomber les suppositions que la malveillance ne manquera pas de faire, et de propager, si elles n'étaient positivement démenties :

Paris, le 1^{er} janvier 1872.

Monsieur le président,

N'ayant pas encore l'honneur de faire partie du corps diplomatique de Paris, je dois, à mon grand regret, renoncer au plaisir et à l'honneur de m'associer aux vœux que Mgr Chigi vous adressera aujourd'hui.

Toutefois, le retard qui me prive de ma place parmi ces messieurs ne saurait m'empêcher de vous offrir, pour le jour de l'an, mes compliments les plus respectueux, et d'assurer à Votre Excellence que j'exprime la pensée de mon gouvernement en vous souhaitant, dans l'exercice de vos laborieuses et patriotiques fonctions, tous les succès que vous pourriez désirer.

Je profite, monsieur le président, de cette occasion pour vous réitérer l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

Signé : ARNIM.

LES ÉLECTIONS DU 7 JANVIER

M. le ministre de l'intérieur vient d'adresser la circulaire suivante aux préfets des départements appelés à élire, le 7 janvier, des députés à l'Assemblée nationale. Nous avons

fait mention de cette circulaire dans notre numéro d'hier.

Monsieur le préfet,

Les électeurs de votre département sont appelés à élire un député à l'Assemblée nationale. Ce n'est pas seulement un droit qu'il s'agit pour eux d'exercer, c'est un devoir qu'ils ont à remplir, le premier, le plus grand devoir du citoyen.

De trop nombreuses abstentions ont, dans ces derniers temps, affligé les amis du pays. Ne craignez pas de blâmer hautement ces regrettables témoignages d'indifférence ou de pessimisme. Il n'est qu'une abstention permise, celle que M. le président et le Gouvernement de la République s'imposent avec scrupule en vous recommandant d'éviter toute ingérence qui rappellerait le souvenir des candidatures officielles.

Mais nous manquons nous-mêmes à nos devoirs si nous ne vous engageons à convaincre vos administrés que, sans leur concours actif, sans un réveil de l'esprit public, le pouvoir ne peut, à lui seul, réparer les maux de la France, lui rendre le repos et la sécurité. S'ils veulent un gouvernement fort, ils ont un exemple à donner ; qu'ils remplissent leur tâche en choisissant, hors des préoccupations exclusives des partis, des mandataires prêts à tout sacrifier au bien public, à la cause de la liberté, au maintien de l'ordre et du respect des lois.

Avant tout, qu'ils déposent, sous l'inspiration de leur conscience, leur vote indépendant dans l'urne électorale. Un peuple maître du choix de ses mandataires est maître de ses destinées. Il les compromet et perd le droit de se plaindre s'il déserte le scrutin ; si, désintéressé de la chose publique, il croit trouver dans une inerte abdication de tout effort les biens qu'il n'a le droit d'acquiescer qu'avec l'indifférence et le mépris.

Agitez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre de l'intérieur,

CASIMIR PÉRIER.

LES ANNONCES JUDICIAIRES

Le préfet de la Seine dispose que, pendant l'année 1872, les annonces judiciaires seront, comme par le passé, reçues par les quatre journaux les Petites-Affiches, la Gazette des Tribunaux, le Droit et les Affiches parisiennes.

Le ministre de l'intérieur,

CASIMIR PÉRIER.

Un Communiqué

On lit dans le Figaro :

Nous recevons d'un de nos anciens collaborateurs, en ce moment chef du service de la presse au ministère de l'intérieur, le communiqué suivant :

Le journal le Figaro, dans son numéro du 13 décembre, annonce qu'une des premières mesures prises par M. Jousserandot, récemment nommé préfet du département de la Marne, a été de supprimer le traitement des vicaires du diocèse.

Cette nouvelle est entièrement inexacte. Je vous invite à insérer cette rectification dans un de vos plus prochains numéros.

Recevez, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef du service de la presse,

H. FOUQUIER.

NOS INFORMATIONS

LE NOUVEAU TEMPLE ISRAËLITE

Les travaux du temple israélite de la rue de la Victoire touchent à leur fin, et la synagogue nouvelle sera très probablement inaugurée par la cérémonie religieuse de la Pâque, célébrée en souvenir de la sortie d'Égypte. Cette fête arrive immédiatement après l'équinoxe du printemps, et a ceci de particulier qu'elle se célèbre à la même époque que la fête chrétienne des Pâques en mémoire de la résurrection.

MARGUERITE KID ET ÉLIE SAUVAGE

Avant-hier a eu lieu, à l'église Saint-Sébastien, l'enterrement de M^{lle} Marguerite Kid, la charmante artiste du Palais-Royal, morte dimanche dernier, à l'âge de 27 ans. Tous ses camarades du Palais-Royal et un grand nombre d'artistes des théâtres de Paris y assistaient.

Les obsèques d'Élie Sauvage ont eu lieu hier à Asnières. Peu de monde. Quelques membres de la Société des auteurs étaient cependant venus rendre les derniers devoirs à leur collègue.

LE DÉGEL

La gelée d'hier n'a été qu'un prétexte à dégél. Ce matin, le thermomètre marque trois degrés au-dessus de zéro, et il fait une bonne effroyable dans les rues.

VOL AU TRIBUNAL DE COMMERCE

Hier, à trois heures de l'après-midi, un nommé Lucas, agent d'affaires, se rendit au greffe du tribunal de commerce pour y faire la déclaration d'un état de faillite. Afin de chercher une procuration notariée dont il avait besoin, il posa sur une des tables deux ou trois liasses de papiers et son portefeuille contenant dix mille francs en billets de banque ; puis, sa déclaration terminée, il sortit oubliant son portefeuille sur la table.

A peine était-il dans la rue qu'il s'aperçut de sa distraction ; il remonta en courant, mais son portefeuille avait disparu. Il n'avait pu être pris que par un employé du greffe, le sieur X..., qui travaillait à la table sur laquelle le sieur Lucas avait déposé les papiers. Accusé de vol à brulure-pourpoint, il se trouva, balbutia et avoua la vérité. Ce malheureux, homme marié et père de famille, a été arrêté sur-le-champ et conduit à la préfecture de police. Il se prétend pour sa justification qu'il avait trouvé le portefeuille, qu'il ne l'avait ni soustrait ni volé, et que par conséquent il n'était coupable d'aucun délit.

LE TRAITEMENT DES SECRÉTAIRES DES COMMISSAIRES DE POLICE

La mesure que nous avons annoncée les premiers, il y a un mois, au sujet du traitement des secrétaires de commissaires de police, vient d'être prise ; ils gagnent maintenant dix-huit cents francs au lieu de quinze cents. Les commissaires de police en ont été avertis hier par une circulaire de M. Léon Renault.

LES SERGENTS-MAJORS

Jamais n'avait vu dans Paris autant de sergents-majors que depuis quelques jours. On les rencontre par douzaines sur les boulevards, exhibant fièrement le nouveau sabre que le ministre de la guerre les a autorisés à porter. Ceux qui « ont de quoi », s'achètent de magnifiques sabres à fourreaux d'acier ; les moins riches, ont le sabre réglementaire, beaucoup moins élégant.

LA RÉUNION DE LA RUE D'ARRAS

A la dernière séance de la rue d'Arras, le citoyen Falcat, président, avait annoncé à l'Assemblée qu'un groupe de délégués allait solliciter de M. le préfet de police l'autorisation de continuer les réunions pendant les quatre derniers jours de la période électorale. On sait qu'au mois de juillet on avait autorisé cette prorogation ou du moins fermé les yeux sur cette violation flagrante de la loi. M. Léon Renault a été moins accommodant et a péremptoirement refusé son autorisation. Hier au soir, cependant, de nombreux groupes stationnaient rue d'Arras, en face du local ordinaire des séances, mais la porte était

fermée. On sortait péniblement un gros homme soutenu par deux agents de la police de sûreté. Le gros homme était Courbet, qui venait se faire soigner de la maladie essentiellement réaliste qu'il a contractée en prison, de ses lémorvoïdes, puisqu'il faut les appeler par leur nom. Le célèbre communal était très abattu. « Soutenez-moi, bien ! » a-t-il dit aux agents en franchissant la grille ; et il ajouta, après un soupir démissionniste : « Dieu ! que ça fait du mal ! » C'est aujourd'hui que doit être opérée Courbet. Il manifestait depuis hier toute une grande terreur à l'idée de cette opération. Un de ses gardiens lui ayant fait remarquer, il y a quelques jours, que cela valait mieux que d'être fusillé :

— Ne parlez pas de ça ! s'écria vivement Courbet ; ne parlez pas de ça !

SUICIDE

Encore un suicide à enregistrer. Hier, vers quatre heures et demie du soir, le sieur Paul Phillon, maraîcher, revenant des Halles avec sa voiture, se rendait à Neuilly. Obligé de faire un détour, il prit par le boulevard Péreire ; là, au moment où il passait devant une maison en construction, il aperçut dans une encoignure un individu étendu au pied d'un mur. Phillon sauta immédiatement à bas de sa voiture, et courut au secours du malheureux, qu'il entendait râler désespérément. Il avait la figure contorsionnée, et se tordait dans d'atroces convulsions. Phillon le plaça dans sa voiture et le conduisit chez un pharmacien de l'avenue des Ternes. Là, il fut constaté que le moribond avait avalé une assez forte quantité de laudanum. Grâce à la médication énergique qu'on lui administra, il fut bientôt en état d'être reconduit chez lui. Il a déclaré se nommer le vicomte de C..., avoir exercé la profession de banquier, et avoir voulu se tuer par suite de revers de fortune. Il a promis de ne plus renouveler sa tentative de suicide.

VISITES ARCHIEPISCOPALES

A l'occasion du jour de l'an, l'archevêque de Paris va reprendre ses visites dans tous les hôpitaux civils et militaires de Paris. Mgr Guibert commencera sa tournée par l'hôpital Lariboisière pour finir par l'hôtel-Dieu, qu'il a déjà visité quelques jours après son installation. Les vicaires généraux, récemment nommés, accompagneront Sa Grandeur, apportant leur part de consolations et d'aumônes aux malades nécessiteux.

UN ACCIDENT SUR SEINE

Une grande péniche chargée de charbons, nommée l'Espérance, jaugeant 300 tonnes et appartenant au sieur Henri Lucas, marinier, a coulé has l'avant-dernière nuit, vers deux heures, au Point-du-Jour, où elle était en station depuis quelques jours. Deux personnes, le mari et la femme, se trouvaient dans la cabine au moment de l'accident. Des cris de détresse poussés par ces malheureux furent entendus des marins logés dans la cabine d'un bateau amarré sur la rive opposée. Mais, quelque diligence que mirent ces braves gens à se porter au secours de leurs camarades, ils n'arrivèrent pas à temps, car il ne restait déjà plus aucune trace du bateau submergé, ni de ceux qui le montaient.

Dès le matin, on se mit à sonder, à l'aide de crocs et de perches, le bateau naufragé. On parvint à démolir pièce à pièce la toiture de la cabine ; mais toutes les recherches furent inutiles, et on ne parvint pas à retrouver les corps de ces malheureux marins. Tout porte à croire qu'en se débattant dans l'obscurité ils auront péri entraînés par le courant si rapide en cet endroit.

UNE SINGULIÈRE VISITE

Avant-hier, vers midi, le concierge de la maison occupant le numéro 3 de la rue Grenier-Saint-Lazare, montait chez un de ses locataires, le sieur Louis Ducloux, lui porter les vœux que tous les concierges de Paris forment tous les ans à pareille époque pour leurs locataires. Il frappa quelque temps sans recevoir de réponse, ouvrit la porte et recula d'épouvante en se trouvant en présence d'un cadavre. Le sieur Ducloux s'était pendu à l'aide d'un drap fortement noué, au ciel de son lit, et ne donnait plus aucun signe de vie. Le concierge, désagréablement surpris, descendit à la hâte et revint bientôt avec M. Mahieu, commissaire de police, et le docteur Sandras. Ce dernier constata que le décès remontait à quelques heures, et sur l'ordre du magistrat le corps transporté à la morgue.

Le sieur Ducloux était âgé de 58 ans et exerçait la profession de boulangier. On ignore les causes qui l'ont poussé à cet acte de désespoir.

UN DINER CHEZ L'EMPEREUR DU BRÉSIL

Nous avons annoncé dans un de nos précédents numéros que l'empereur du Brésil, pour fêter la nouvelle année, avait réuni à sa table le 1^{er} janvier la famille d'Orléans toute entière et M. et M^{lle} la princesse de Joinville, le duc d'Aumale, le duc de Nemours, le duc de Chartres et le comte de Paris. Au dessert, l'empereur ne put s'empêcher de se plaindre amèrement du peu de loisirs que lui laissait la foule des solliciteurs et témoigna tout son tonnement du nombre prodigieux des quémanteurs de toutes classes qui venaient chaque jour frapper à sa porte pour quêter un bout de ruban. Le prince de Joinville lui demanda,

LES TRIBUNAUX

HUITIÈME CHAMBRE CORRECTIONNELLE
Séance du 2 janvier.CONTRAVENTIONS DE PRESSE
Le Peuple souverain.

M. Michel, directeur-gérant du journal le *Peuple souverain*, était cité pour publication d'un journal politique quotidien sans cautionnement.

M. l'avocat de la République Ribot rappelle au Tribunal que, la semaine dernière, M. Michel a été condamné pour le même fait.

Il n'en a pas moins continué à faire paraître son journal, sans avoir déposé son cautionnement; l'organe du ministère public requiert une nouvelle et plus sévère application de la loi.

Le Tribunal, cette fois, a prononcé une amende de 150 francs.

La Vie parisienne

M. Marcelin, directeur de la *Vie parisienne*, a été condamné à 100 fr. d'amende pour omission de dépôt au parquet d'un numéro de ce journal.

Un abonné

M. Victor Goupy, imprimeur, a comparu pour publication de l'attribution à l'abbé sans avoir effectué le dépôt voulu par la loi.

Il allègue de sa bonne foi; il a dit, de ses vingt brochures, s'il n'a pas déposé l'attribution à l'abbé, c'est par une omission absolument involontaire.

M. l'avocat de la République Ribot. — Messieurs, cet écrit est une œuvre de parti, une œuvre de propagande, et l'omission de dépôt au parquet n'a pu être que involontaire; nous requérons l'application de la loi.

M. Goupy. — J'affirme que l'omission a été involontaire.

Le Tribunal a condamné M. Goupy à 100 francs d'amende.

La cour d'assises d'Eure-et-Loire vient de condamner à la peine de mort les nommés Guénard, Quillou et Proust, coupables d'assassinat sur les époux Cheneau, habitant le hameau de la Vieuville, commune d'Alluys.

L'arrêt ordonne que l'exécution aura lieu à Chartres.

LA SCIENCE

Séance du mardi 2 janvier 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

Compliments faits à l'Académie par le naturaliste allemand Ehrenberg. — Lettre du préfet de police. — Nomination de M. de Quatrefages aux fonctions de vice-président pour 1872, comme protestation contre la Prusse. — Election de M. Hervé-Mangon en remplacement de Payen. — Sur la chaleur du soleil. — L'empereur du Brésil.

L'Académie reçoit de M. Ehrenberg, naturaliste, l'auteur des travaux qui ont constitué la connaissance des infusoires — mais qui, malheureusement, est Prussien — une lettre de respectueux hommages, que nous avons publiée plus haut.

M. Ehrenberg proteste de son dévouement pour l'Académie et déclare qu'il n'a aucune société savante, en Europe, n'a aucun contribué au développement des sciences. Il remercie ses confrères de Paris de la bien-

veillance qu'ils lui ont constamment témoignée et des prix qu'ils lui ont décernés.

M. Victor Hugo vient de se faire monter un petit rocher en éping'e de cravate. Sur ce rocher se trouve l'inscription suivante :

L'exil est soigné!

L'Académie procède au renouvellement de son bureau. M. Faye, vice-président pour 1871, devient président pour 1872; M. de Quatrefages est élu vice-président pour cette même année 1872. Il l'emporte sur M. Batard. Ce dernier n'a que 11 voix. M. de Quatrefages, professeur au Muséum, en a 40.

La nomination de M. de Quatrefages est une protestation patriotique. Il a publié dernièrement un ouvrage d'anthropologie qui lui a valu les injures et les colportages de la presse et de la science allemandes. L'Académie l'appelle à la vice-présidence, justement pour faire savoir combien elle approuve le caractère de l'honorable naturaliste et les théories qu'il a émises sur la race prussienne.

On procède ensuite à une autre élection, celle d'un académicien en remplacement de Payen, dans la section d'économie rurale. M. Hervé-Mangon, professeur de génie rural au Conservatoire des arts et métiers, est élu par 51 voix contre 2 données à M. Schlesinger et une à M. Déterain. M. Mangon est une excellente acquisition pour l'Académie.

L'Académie reçoit deux communications importantes sur la température du soleil. C'est une question très discutée, et on a proposé des chiffres nombreux et très dissimilaires pour exprimer le degré de la chaleur propre à l'astre du jour. Les auteurs de ces communications croient qu'en général on a beaucoup exagéré ces chiffres, et qu'il est peut-être permis aujourd'hui de fixer avec précision et rigueur le degré en question.

M. Henri Sainte-Claire Deville et M. Edmond Becquerel sont du même avis. M. Deville ajoute même qu'il est aujourd'hui en possession de procédés qui lui permettent de mesurer très exactement cette chaleur, et il croit pouvoir dire que maintenant elle est comprise entre 2,000 et 2,400 degrés. Il ajoute qu'il nous serait d'ailleurs impossible de nous représenter une chaleur supérieure.

L'empereur du Brésil assiste à la séance. Il s'assoit parmi les académiciens, entre le général Morin et le docteur Cloquet. Sa Majesté dom Pedro suit avec la plus grande attention et l'intérêt le plus vif les discussions de l'Académie, qu'elle est d'ailleurs très bien préparée à comprendre et à juger, si l'on en croit les personnes qui l'ont approchée. Ce monarque est fort touché des témoignages de déférence que lui marquent plusieurs académiciens. — P. P.

ECHOS DE PARTOUT

Nous avons annoncé il y a quelques jours la souscription nationale ouverte en faveur des paysans dont la guerre a détruit les chaumières.

Rappelons que la cotisation des souscripteurs est d'un sou par semaine. On peut anticiper les paiements et verser :

0 fr. 20 cent. pour un mois.

0 fr. 60 pour un trimestre.

2 fr. 00 pour un an.

Les sommes réunies seront réparties entre les départements envahis et la banlieue de Paris.

C'est M. Thiers qui est président de l'œuvre de *Son des chaumières*.

M. Victor Hugo vient de se faire monter un petit rocher en éping'e de cravate. Sur ce rocher se trouve l'inscription suivante :

L'exil est soigné!

L'arrêté de M. le général Lamirault concernant la suppression des photographes qui peuvent porter atteinte à la morale publique a reçu un commencement d'exécution. Depuis quelques jours des perquisitions ont fait disparaître des étalages de marchands du quartier Pigalle et Notre-Dame-de-Lorette, bon nombre de photographes de commandant. Hier, deux agents ordonnaient à un papeter du passage Choiseul, M. Jeanne, d'enlever de sa vitrine, une grande gravure représentant le portrait du comte de Chambord, sous lequel était cette légende : Henri V, roi de France. Beaucoup de personnes se demandent pourquoi on a fait exception en faveur des nombreuses photographies représentant l'homme de Sedan.

C'est aujourd'hui que nous commençons la publication quotidienne des faillites du département de la Seine.

M. Molin nous voudrait de ne pas faire un rappel en sa faveur.

Annouons donc la mise en faillite du directeur du *Radical*; syndic, M. Moncharville.

S. M. l'empereur du Brésil a eu la curiosité de visiter aujourd'hui le Paris souterrain.

M. Léon Renauld, préfet de police, s'est rendu ce matin vers huit heures au Grand-Hôtel. L'empereur est descendu avec le préfet par la bouche du grand égoût qui se trouve près de la Madeleine. La visite s'est prolongée jusqu'à onze heures du matin.

La scène se passe en omnibus.

Un contre-maître, ému des suites d'un bon dîner, s'assied à côté d'un de ces parvenus engraissés dans le labyrinthe de la fortune faite, et gantés de ces gants verdâtres dont parle Musset.

La conversation s'engage; le contre-maître lance une plaisanterie; il y pouvant répondre, notre monsieur se fâche.

— Vous êtes saoul! monsieur, dit-il en cherchant une pose digne.

— Cela vaut mieux que d'être bête, reprend le voisin en casquette; ça dure bien moins longtemps.

Historique.

Depuis que M. Thiers a reçu le corps diplomatique, le palais présidentiel est devenu une petite cour, et les familiers de l'entourage du président n'appellent plus M. Desno que *M. Adolphe*.

M. Barthélemy Saint-Hilaire fait, à ses moments perdus, une terrible concurrence à M. de Tillancourt.

Hier soir, après le dîner, on jouait en famille à la présidence, et M. Thiers gagnait toujours. M. Barthélemy Saint-Hilaire, piqué au vif d'une déveine aussi persistante, ne put s'empêcher de s'écrier :

— Décidément, M. le président, vous êtes trop fort... La seule manière de mettre les atouts dans mon jeu, c'est de laisser faire la bête à Dumas.

On vend à l'heure qu'il est dans toutes les principales villes de France les guilloines, rendues inutilisables par l'arrêté du ministre de la justice qui confère à M. de Paris le privilège de couper seul des têtes en France.

Nous devons constater le reste que l'arti-

cle guillotine se vend mal. Les prix varient de cinquante à cent francs, maximum.

Désormais, M. de Paris ira en province avec son instrument. Celui-ci, d'invention nouvelle, est en fonte, breveté s. g. d. g., et des plus confortables.

Hier, Mgr Guibert a reçu, à l'Archevêché, les membres du clergé de Paris, qui venaient lui rendre leur visite officielle.

Une foule nombreuse de pieux visiteurs se pressait aux abords du palais archiepiscopal. Ces visiteurs ont quelque chose de particulièrement touchant, quand on songe que l'année dernière, à pareille époque, c'était Mgr Darboy qui recevait les mêmes vœux.

Voici la période des réunions électorales terminée.

M. Victor Hugo va maintenant s'entretenir avec ses électeurs par voie d'affiches.

On sait, du reste, qu'il ne perd jamais une occasion de s'afficher.

DON SPAVENTÉ

LES AVIS DIVERS

Pour l'affaite et la vente des Obligations Honorables, ainsi que pour l'escamotage immédiat des coupons de ces Obligations, s'adresser à M. J. Oudet, directeur du *Comptoir central de Paris*, 9, boulevard des Italiens. — Le Comptoir se charge de la négociation de tous les titres et paie tous les coupons. — Renseignements gratuits.

Un prince Eugène, 17, r. Vivienne. Haute nouveauté pour pantalons sur mesure, de 20 à 25 fr.

LES THÉÂTRES

L'Académie des beaux-arts a décidé que les lettres des candidats au fauteuil d'Auber, seront lues dans la séance du 6 janvier 1872.

M. Gondinet vient de partir pour la campagne, où il va terminer la pièce en trois actes qu'il écrit pour le Palais-Royal.

Le principal rôle est destiné à M. Geoffroy. C'est dans cet ouvrage que doit débiter une charmante personne qui faisait partie, il y a deux ans, de la troupe des Bouffes Parisiens.

Le festival populaire, donné dimanche dernier au théâtre du Châtelet a été splendide. L'orchestre de M. Cressonnois s'est surpassé. Parmi les morceaux qui ont obtenu le plus de succès, nous citerons le chœur bouffe, les *Vœux*, chanté d'une façon remarquable par la société Armand Chevê, et la fantaisie sur *Martha*, exécutée par M. Lalliet, hautbois de l'Opéra, avec un talent hors ligne.

Dimanche prochain, 7 janvier, 6^e festival. M. Henry Litoff dirigera toute la deuxième partie du programme, et Roger chantera une romance de sa composition, intitulée : *Es-poir* hymne à la France. On entendra également M. Nita Gastano, son élève.

C'est dans quelques jours que doit passer, à l'Odéon, *Mademoiselle Aïssé*, le drame posthume de L. Bouthillier.

On dit que cette œuvre est supérieure à toutes celles de l'auteur de la *Conjuration d'Amboise*.

Le Grand-Théâtre de Lyon vient de don-

ner une représentation au bénéfice des familles de nos soldats tombés à la bataille de Nuits.

La recette s'est élevée à 7,300 fr.

Ne quittons pas Lyon sans annoncer que la seconde ville de France va être dotée d'un Conservatoire de musique destiné à remplacer celui de Strasbourg.

M. Edouard Mangin, chef d'orchestre du Grand-Théâtre de Lyon, et qui a pendant longtemps rempli la même fonction au Théâtre-Lyrique de Paris, en est nommé directeur.

Il avait pour concurrent M. Luigini, son prédécesseur au Grand-Théâtre.

Nous aurions volontiers parlé de la nouvelle revue, *C'est toujours la même chose*, que donne en ce moment le théâtre des Nouveautés; mais malheureusement les billets que nous avons reçus pour assister à la première représentation, qui a eu lieu dimanche, ne nous sont parvenus que mardi matin.

Dimanche dernier, 31 décembre, à l'issue du concert du Grand-Hôtel, les artistes de l'orchestre ont fait hommage d'un archet d'honneur à leur chef, M. Danbé.

M. Vanyanbeck, le directeur du Grand-Hôtel, a offert aux artistes un lunch dans lequel n'a cessé de régner la plus franche gaieté.

M. Elie Sauvage vient de mourir à Bois-Colombes. Son enterrement a eu lieu dimanche, à trois heures, à l'église d'Asnières.

Elie Sauvage débuta, en 1835, par un volume de vers : *Les rayons du matin*. Il quitta bientôt la poésie pour le théâtre, et fit représenter *Julien l'évangéliste*, drame en cinq actes (1836). Ses principales pièces sont faites en collaboration. Citons la *Vestale*, le *Comte Julien* ou le *château maudit*, le *Roi Lear*, la *Tour de Ferrare*, *Jeanne d'Arc en prison*, *Boudjari*, *Un mari brûlé*, le *Servant du roi*, le *Nord et le Midi*, les *Domestiques*, etc.

M. Jules Simon a reçu hier les directeurs des théâtres de Paris.

M. Georges Hainl a présenté au ministre des beaux-arts M. Halanzyer, le nouveau directeur de l'Académie de musique. Le chef d'orchestre de l'Opéra a terminé sa harangue en demandant à Son Excellence que M. Halanzyer soit conservé dans ses fonctions de directeur.

— Sans doute, a répondu M. Simon, je ne vois aucune raison pour que M. Halanzyer ne soit l'opéra; à moins qu'une attaque d'apoplexie...

Ce mot malheureux du ministre des beaux-arts a jeté un léger froid dans l'auditoire.

CESSIONS DE PAIEMENTS

Jugements du 29 décembre 1871

MALFILATRE (Alphonse), négociant en lingerie, demeurant à Paris, boulevard Sébastopol, n° 28.

Du 30 décembre

MAYOISSIER (Pierre-Sylvester), entrepreneur de serrurerie, demeurant à Paris, rue du Roi-de-Sicile, n° 60.

VIAL (Louis), liseur de dessins, demeurant à Paris, rue Saint-Maur, 210.

SIMON fils (Auguste), marchand de bois, demeurant à Asnières, quai de Seine, 101.

DELAOUR (Emile), ayant fait le commerce de grainier à Paris, boulevard Denain, 6, puis rue de Charanton, 273, et demeurant actuellement rue de Bercy, 219.

DUBUS (Ernest-Romain), chasublier, demeurant rue du Gindre, 1.

BEIZANNE (Pierre), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, rue Saint-Maur, 45.

MOREL (Jean-Baptiste-Paul), marchand de nouveautés, demeurant à Paris, rue Ramey, 43.

LAUREUX (Pierre), tisseur, demeurant à Paris, rue Oberkampf, 11.

VAISSADE (Antoine), marchand de vin restaurateur, demeurant à Paris, boulevard Richard-Lenoir, 3.

PERRONNET, tenant hôtel meublé et marchand de vin, à Paris (des Ternes), rue des Dames, 29, demeurant même ville, rue Poncelet, 30.

Dame veuve GEDON (Eugénie-Alphonse) Marchal, veuve de Pierre-Louis Gédon, ladre daine charcutière, demeurant à Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, 22.

RICHOMME (Prosper), ancien marchand de vin à Châtillon (Seine), rue de Paris 1, demeurant actuellement à Paris, rue de Montparnasse, 42.

LEOTARD (Eugène), tapissier, demeurant à Paris, boulevard des Capucines, 10.

MICOL (François), menuisier, demeurant à Paris, rue Lemoine, 103.

Dame veuve FOURNAUD (Aquilaine-Anicé) Pinot, veuve de Philippe Fournaud, marchande de mercerie, demeurant à Paris, rue Fontaine-Molette, 37.

SIRE (Gabriel-Léon), marchand de vin, demeurant à Paris, rue de la Roquette, 85.

GAUTHIER, marchand de vin, demeurant à Paris, rue du Cherche-Midi, 28.

PERONNET, marchand de vin et maître d'hôtel, ayant demeuré au Grand-Montrouge, 116, route d'Orléans, et demeurant actuellement à Saint-Denis (Seine), rue du Port, 27.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 3 janvier 1872.

Céréales

La situation des blés et des menus grains reste sans changement.

Le calme domine encore sur tous les marchés.

Farines de consommation

Les farines de consommation ne donnent lieu qu'à des transactions très restreintes.

Marques hors ligne, c. h. — Choix, 81 s. a. — Marque D, 84 s. a. — Bonnes marques, 81 s. a. — 83 s. — Soies courantes et ordin., 77 s. a. — 80 s.

Farines de commerce

Les farines sont plus fermes avec un bon courant d'affaires.

Farines haut marquées

Dispon. cour. de mois, 84 s. — 2 prochains, 85 s. — 4 premiers, 86 s. — Mars et avril, 86 s.

Farines supérieures

Dispon. cour. de mois, 80 s. — 2 prochains, 81 s. — 4 premiers, 82 s. — Mars et avril, 83 s.

Huiles

Les huiles de colza montrent une certaine tendance à la baisse. Peu d'acheteurs.

Dispon. cour. de mois, 108 s. — 2 prochains, 109 s. — 4 premiers, 108 s. — 4 d'été, 107 s. — 4 derniers, 104 s.

L'huile de lin est stationnaire.

Dispon. courant de mois, 95 s. — 4 premiers, 96 s.

Trois-six

Le trois-six est plus ferme.

Dispon. et courant, 55 s. — Janvier et février, 57 s. — Mars et avril, 58 s. — 4 chauds, 61 s.

Sucre

Les sucres sont un peu faibles.

COTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 65 s. a. — Blancs n° 3, 79 s. a. — 79 s. a. — Raffinés, suivant mérite, 152 s. a. — 153 s. a.

Le directeur politique géant : LÉONCE LÉVY.

Les Dents, 1 vol. in-8°, prix, 3 fr. Opérations et pièces dentaires penchées inévitables. D. MANCUS-HERMAN, memb. du corps médical, r. Meyerbeer, 4.

AVIS MARITIMES

Société R. RUBATTINO & Co DE GENÈS

LIGNE DE BOMBAY

DEPARTS MENSUELS :

de MARSEILLE le 20, pour GENÈS;

de GENÈS le 21, pour BOMBAY.

ESCALES : PORT-SAID, SUEZ, ADEN

S'adresser, pour fret et passage :

A MARSEILLE, à MM. CH. LAFORET et Co, rue Grignan, 6.

A PARIS, à M. A. CHATEAUNEUF jeune, boulevard Moutonville, 8.

TARIF DES ANNONCES

DE

LA LIBERTÉ

Janvier 1872

Annonces, 1 fr. 50

Réclames, 4 50

Faits Divers, 7 50

Les Annonces, Réclames et Avis divers sont reçus chez MM. CH. LAFORET et Co, CERF ET Co, — 6, place de la Bourse, 6

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0

CHATEAU D'EAU. — 7 h. 0/0